

POTIER, Evan H. *Transatlantic Partners. Canadian Approaches to the European Union*. Montréal/ Kingston, McGill/ Queen's University Press, 1999, 298 p.

Martin Larose

Volume 31, numéro 4, 2000

De la SDN à l'ONU : Raoul Dandurang et la vision idéaliste des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704240ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704240ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Larose, M. (2000). Compte rendu de [POTIER, Evan H. *Transatlantic Partners. Canadian Approaches to the European Union*. Montréal/ Kingston, McGill/ Queen's University Press, 1999, 298 p.] *Études internationales*, 31(4), 795–797. <https://doi.org/10.7202/704240ar>

kenzie King des aspects méconnus de l'histoire des relations extérieures de l'État canadien dans l'entre-deux-guerres. Le lecteur sagace saura en tirer connaissance et profit.

Martin PAQUET

*Département d'histoire et de géographie
Université de Moncton, Canada*

**Transatlantic Partners.
Canadian Approaches to the
European Union.**

POTTER, Evan H. Montréal/ Kingston,
McGill/ Queen's University Press,
1999, 298 p.

Ce livre, qui analyse la politique économique canadienne à l'égard de l'Union européenne, est une adaptation d'une thèse de doctorat soutenue à la London School of Economics. Malgré un titre qui pourrait laisser croire que l'on a affaire à une analyse générale portant sur les politiques canadiennes envers l'UE, l'ouvrage se concentre presque uniquement sur le volet économique de cette relation transatlantique. Ainsi, pour Potter, « the primary purpose of this work is to examine both the process and substance of Canada's approach toward the [European] Union » (pp. 1-2).

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada a progressivement établi ses relations politiques, économiques et de sécurité avec l'Europe sur les trois « piliers » que sont l'OTAN, la CE/UE et la CSCE/OSCE. D'emblée, l'auteur avance l'hypothèse que l'UE prend de plus en plus de place dans les trois domaines qui intéressent particulièrement le Canada depuis le milieu des années 1980. À cela, il note au moins trois causes : la fin de la guerre froide,

l'avènement d'un monde dominé par l'économie de même que l'approfondissement et l'élargissement de l'UE. Bien plus, selon l'auteur, l'UE pourrait même éventuellement supplanter l'OTAN au premier rang des priorités canadiennes vis-à-vis de l'Europe (p.1).

Dans son analyse, Potter tient compte de cinq facteurs qui ont influencé la position du Canada et ses politiques à l'égard de l'UE. Au premier chef, il note l'accessibilité du marché européen aux exportations et aux investissements canadiens. Deuxièmement, il y a la nature de l'« architecture » institutionnelle de l'Union européenne. La relation bilatérale qui unit le Canada avec son voisin américain et le besoin que ressent Ottawa de diversifier ses relations avec des partenaires autres que les Américains et les Britanniques influencent aussi la politique européenne du Canada. En quatrième lieu, Potter considère que la perception que se font les élites canadiennes (particulièrement les bureaucrates) de l'Union européenne façonnent aussi l'attitude canadienne. Enfin, le fait que les Européens et les Américains ont souvent considéré que la relation transatlantique se basait sur deux piliers (l'un européen et l'autre nord-américain), alors que les autorités canadiennes ont toujours cherché à faire entendre une troisième voix, joue aussi un rôle structurant sur les positions canadiennes envers l'Europe (pp. 4-5).

L'ouvrage comporte trois parties distinctes. Potter étudie d'abord, d'une perspective historique, la position économique canadienne par rapport au processus d'intégration européenne depuis les années 1950 jusqu'au traité

de Rome de 1991. Le chapitre 2 explique que dès les années 1950, les politiciens canadiens cherchèrent à éviter une trop grande dépendance commerciale envers les États-Unis et la Grande-Bretagne en tentant de développer une relation particulière avec la Communauté européenne. Cet essai se révélera infructueux et la décennie suivante vit au contraire le développement d'une interdépendance économique croissante entre le Canada et les États-Unis. Ce n'est qu'au début des années 1970 que le gouvernement Trudeau reviendra à l'idée de diversifier les relations économiques canadiennes en augmentant les relations avec la CE (*Third Option policy*). Le troisième chapitre souligne l'échec tardivement avoué (en 1983) par les autorités fédérales canadiennes de la politique de la *Third Option*. Cet insuccès de même que le ralentissement de l'intégration européenne et la dépendance grandissante de l'économie canadienne envers l'économie américaine provoqueront un débat sur la question du libre-échange avec les États-Unis, discussion qui se terminera lorsque les conservateurs du gouvernement Mulroney signeront le traité de libre-échange à la fin des années 80. Le quatrième chapitre retrace le renouvellement de l'intérêt du Canada pour la Communauté européenne à partir de 1989. Potter explique cette tendance du fait de l'évolution importante du système international et à cause du rapprochement américano-européen qui, à nouveau, firent craindre au Canada de se voir reléguer dans une position de marginalité dans le cadre des relations transatlantiques. Les négociations se déroulant entre la CE et les États-Unis en septembre 1990 au sujet d'une déclaration trans-

atlantique (TAD) qui formaliserait les relations bilatérales existantes, provoquèrent effectivement un sentiment de panique à Ottawa (chap. 5). Après s'être vu refuser une proposition de déclaration trilatérale (CE-États-Unis-Canada), le gouvernement canadien se tourna vers une proposition bilatérale qui sera finalement acceptée à l'automne 1990 aux côtés de la déclaration liant Washington et Bruxelles.

La seconde partie du livre se penche de manière plus approfondie sur certains des aspects de la relation économique du Canada et de la CE depuis le début des années 90. Le chapitre 6 examine donc les conséquences du Marché commun européen pour les intérêts économiques du Canada. Potter y démontre notamment que les efforts du cabinet Mulroney entre 1986 et 1993 pour encourager les PME canadiennes à s'impliquer sur le territoire européen se révélèrent un échec. Bref, les PME continuèrent de concentrer l'essentiel de leurs liens économiques avec les Américains alors que la majeure partie des investissements et des exportations effectués en Europe de même que la plupart des alliances commerciales conclues avec celle-ci furent le fait du petit nombre de multinationales canadiennes. En outre, l'auteur dresse un bilan de l'impact du Marché commun sur les différents secteurs économiques canadiens. Le chapitre 7 porte sur les investissements de même que sur les échanges et les conflits commerciaux qui ont uni ou opposé le Canada et l'UE jusqu'en 1996. Ainsi, bien que les investissements bilatéraux aient chuté et que les liens commerciaux aient aussi fait l'objet d'une baisse, l'UE demeure toujours le second partenaire

économique du Canada. Toutefois, Potter souligne à quel point cette relation est fortement « asymétrique » puisque le Canada ne reçoit que 5 % des investissements européens faits à l'étranger et que les échanges commerciaux Canada-UE ne représentent que 1 % des échanges de l'UE avec l'extérieur. Il en résulte donc une certaine vulnérabilité du Canada par rapport à l'Union européenne. Cette vulnérabilité est d'autant plus criante que la rivalité économique a supplanté la compétition militaro-idéologique de l'époque de la guerre froide. Le chapitre 8 démontre ainsi qu'un simple différend commercial entre le Canada et un pays membre de l'UE peut se révéler suffisant pour geler les négociations canado-européennes.

Enfin, Potter complète son ouvrage par une courte troisième partie qui analyse la sécurité et la relation Canada-UE après la fin de la guerre froide. Pour l'auteur, le Canada est probablement le pays occidental qui a le plus été obligé de modifier sa politique étrangère dans les années 90 puisque l'économie a pris une place dominante dans les relations internationales. C'est que, du fait de sa politique internationaliste, le Canada a été en mesure de jouer durant la guerre froide, un rôle plus important que sa taille ne le lui aurait normalement permis (chap. 9). Enfin, le chapitre 10 souligne à quel point les intérêts canadiens se sont parfois heurtés avec dureté aux intérêts européens, notamment lors du problème des pêcheries. Potter poursuit en réfléchissant sur les effets de l'élargissement de l'UE sur le caractère asymétrique de la relation bilatérale, avançant ainsi l'idée que la posture canadienne ne peut que s'affaiblir. Enfin, les dernière-

res pages du livre sont consacrées à l'avenir des relations transatlantiques canado-européennes (chap. 11).

Dans l'ensemble, il s'agit d'un livre aux larges ambitions. Cependant, l'on s'explique mal que la période pré-1989 soit découpée en un chapitre survolant les années 1950-1980 et en un second chapitre entièrement dédié aux seules années 80. Il aurait été plus pertinent de ne faire qu'un survol historique d'un chapitre pour se consacrer ensuite totalement à la période centrale de l'ouvrage, les années 1989-1997. Outre la nécessité de trouver un titre plus précis, l'on déplorera que le quart des références des chapitres 4 et 5 résultent d'entrevues ou de sources confidentielles.

Martin LAROSE

*Candidat au doctorat, Département d'histoire
Université de Montréal*

ASIE

Cambodian Chronicles 1989-1996, Vol. 1, Bungling a Peace Plan 1989-1991.

JENNAR, Raoul M. Bangkok, White Lotus Co. Ltd, 1998, 278 p.

À l'aube du ^{xxi}e siècle, le Cambodge apparaît comme un pays meurtri, ravagé par plus de vingt ans de guerres. Sa population en 1995 (10,3 millions) est à peine deux millions de plus qu'en 1970. Avec un produit national brut inférieur à 200 dollars par an, le Cambodge fait partie des trois pays les plus pauvres d'Asie du Sud-est avec le Laos et la Birmanie. En 1995, la majorité des chiffres de production étaient inférieures à ce qu'ils étaient en 1960. Le pays est à reconstruire et la tâche est ardue.